

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1099

13 avril 2016

SOMMAIRE

AMP Capital Investors (Infrastructure No. 10) S.à r.l.	52743	PBMR Holdings	52708
AviaRent S.C.A. SICAV-FIS	52725	Pégase Partner Corp SA	52739
Beaurepaire SA	52739	Pinas S.A.	52711
Before S.A.	52735	PmT Produktmanagement Transfer S.A.	52708
Bred Ymer Branding	52741	Praxis AG	52712
Bye-Bye II S.A.	52736	Probus S.A.	52714
Bye-Bye II S.A.	52738	Pulsion S.A.	52714
Coller Partners 703 Luxembourg	52717	Ravena Investment SA	52713
Duosales S.à r.l.	52751	RBW Global	52710
Horizont Immobilien S.A.	52751	RDG Lux Holding S.à r.l.	52706
Immoshine S.A.	52752	RDG Lux Holding S.à r.l.	52710
Millipore International Holdings S.à r.l.	52709	Saint-Paul Luxembourg S.A.	52711
Miramar Investment S.à r.l.	52715	San Martin Participations	52711
MML Capital Europe V Equity S.A.	52715	Scarborough Luxembourg Energy S.à r.l. ...	52710
MML Capital Europe VI Equity S.A.	52708	Sceptis Limited	52709
MM Publishing and Media S.A.	52709	SECOLUX, Association pour le Contrôle de la Sécurité de la Construction	52714
MOLLIN Spf S.A.	52715	Simon Pierre S.A.	52712
Monsun S.à r.l.	52712	Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer S.A.	52716
Muzzle S.A.	52706	Société Maria Rheinsheim	52716
Naditek	52707	Speed-Lux S.A.	52713
Ndm Developpement S.A.	52716	StubHub Services S.à r.l.	52713
Nolan S.à r.l.	52707	SunGard Systems Luxembourg S.A.	52713
Olinda Finance S.A.	52707	Swale Holding S. à r. l.	52714
Otters S.A.	52706		

RDG Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 201.553.

—
Extrait du contrat de transfert de parts sociales en date du 16 Décembre 2015

En vertu du contrat de transfert de parts sociales daté du 16 décembre 2015, Rohöl-Aufsuchungs Aktiengesellschaft, ayant son siège social au Schwarzenbergplatz 16, 1015 Vienna, Austria a transféré 7,250 parts sociales détenues dans la Société à Petroleum Equity Rho Luxembourg Holding S.à r.l., ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour extrait analytique conforme

Michel Thill

Class B Manager

Référence de publication: 2016064000/16.

(160025090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Otters S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 131.478.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 décembre 2015 que les mandats suivants sont renouvelés:

Administrateurs

- Monsieur Judaël MOUNGUENGUY, résidant professionnellement au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg,
- Madame Valérie RAVIZZA, résidant professionnellement au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
- Madame Laurence BARDELLI, résidant professionnellement au 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg.

Commissaire

Marcel Stephany, résidant au 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange.

Les mandats des administrateurs et du commissaire viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 09 février 2016.

Pour extrait

Référence de publication: 2016063950/20.

(160025394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Muzzle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 49.260.

—
Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique et par le conseil d'administration en date du 22 décembre 2015

1. M. Julien NAZEYROLLAS a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.

2. Mme Mariateresa BATTAGLIA, administrateur de sociétés, née à Cropani (Italie), le 1^{er} janvier 1963, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme administrateur et présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Veillez noter que le siège social du commissaire, la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour MUZZLE S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016063914/18.

(160025109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Nolan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 188.642.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 4 février 2016

En date du 4 février 2016, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de révoquer Monsieur Christophe AURAND de son mandat de gérant A de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Christian REYNTJENS, né le 9 janvier 1975, à Saint-Germain-en-Laye, France, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 23, Savile Row, 4th Floor, W1S 2ET Londres, Royaume-Uni, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Andrew REID, gérant A
- Monsieur John FOSINA, gérant A
- Monsieur Christian REYNTJENS, gérant A
- Madame Antonella GRAZIANO, gérant B
- Madame Sonia BALDAN, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Nolan S.a r.l.

Signature

Référence de publication: 2016063921/24.

(160025778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Naditek, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 119, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 168.033.

—
Au terme d'une délibération en date du 9 février 2016, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Naditek sarl a décidé de transférer le siège social du 22, avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg au 119, Val des Bons Malades L-2121 Luxembourg, à compter du 9 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Naditek S.à r.l.

Mohammad Haririan

Référence de publication: 2016063925/14.

(160025477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Olinda Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 15.538.

—
- L'Assemblée Générale décide de révoquer le mandat de l'administrateur-délégué actuellement en fonctions, à savoir Monsieur Jean-Christophe PONSSON, directeur de société, né le 27 février 1965 à Thann (France), demeurant professionnellement à L-3313 Bergem, 76, Grand-Rue.

- L'Assemblée Générale constate que, conformément au procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 14 janvier 2016, numéro 88/16 de son répertoire, le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2021.

Bergem, le 29 janvier 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016063947/16.

(160024913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

PmT Produktmanagement Transfer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 10, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 101.953.

—
Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 30.12.2015

Punkt 1:

Die Versammlung beschließt Herrn Fabian Tobias Deville, wohnhaft in L-6670 Mertert, 36, rue Basse abzuherufen.

Punkt 2:

Die Aktionäre beschließen folgende Person in den Verwaltungsrat zu berufen:

Frau Renate Britchi, geb. Hochberger, wohnhaft in L-6791 Grevenmacher, 10, Route de Thionville

Die Mandate der soeben ernannten Verwaltungsratsmitglieder erlöschen mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2021.

Für gleichlautenden Auszug

Daniel Dominik Deville

Der Vorsitzende

Référence de publication: 2016063955/18.

(160025820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

PBMR Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-2555 Luxembourg, 14, rue de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 142.476.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 janvier 2016

En date du 15 janvier 2016, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé:

- de révoquer Monsieur Francesco ZITO de son poste d'administrateur, et ce, avec effet immédiat;

- de révoquer la société FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A. de son poste de commissaire aux comptes, et ce, avec effet immédiat;

- de nommer la société MATHILUX S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 125120, au poste de commissaire aux comptes, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2021;

- de transférer le siège social de la Société du 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, au 14, rue de Strassen, L-2555 Luxembourg, et ce, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016063967/19.

(160025601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

MML Capital Europe VI Equity S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 192.252.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société du 2 février 2016

1. Acceptation de la démission de monsieur Alexander James Bermingham, né le 19 décembre 1972 à Sheffield, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que administrateur de la Société avec effet au 8 février 2016.

2. Acceptation de la nomination de monsieur Alan Fraser Ross, né le 25 octobre 1972 à Stirling, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que administrateur de la Société avec effet au 8 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016063904/17.

(160025675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Millipore International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 359.091.330,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 148.420.

Il résulte des résolutions prises par Merck Chemicals Holding S.à r.l. et EMD Millipore Corporation, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société qui s'est tenue à Luxembourg en date du 2 février 2016 que:

La nomination en tant que gérant de classe A de la Société et ce pour une durée indéterminée, de Christoph Florian Wagner, né le 12 novembre 1980 à Leipzig, Allemagne, avec une adresse professionnelle située au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, a été acceptée avec effet immédiat.

Suite à cette décision, le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

Tim Hashagen (gérant de classe A)

Sylvia Barbara Kleemann (gérant de classe A)

Christoph Florian Wagner (gérant de classe A)

Richard Lenertz (gérant de classe B)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2016.

Pour MILLIPORE INTERNATIONAL HOLDINGS S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016063880/23.

(160025671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

MM Publishing and Media S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 10, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg B 95.211.

En date du 30 novembre 2015, l'Assemblée Générale de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de ICONCEPT SARL, enregistrée au RCS sous le numéro B 43570 et domiciliée au 15 rue Robert Schuman L-5751 Frisange, de son mandat de commissaire aux comptes.

- De nommer la société Luxembourgeoise d'audit et de révision enregistrée au RCS sous le numéro B 178997 et domiciliée au 29, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprise agréé jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Référence de publication: 2016063902/16.

(160024961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Sceptis Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.046,07.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 168.124.

EXTRAIT

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 5 février 2016, il résulte que:

- Riona HEFFERNAN a démissionné de sa fonction de gérant de classe A avec effet immédiat;

- Ciara DILLON, née le 29 juin 1980 à Dublin (Irlande), demeurant professionnellement au Keeper Road, Bulmers House, Dublin 12, Irlande, a été nommée gérant de classe A avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SCEPTIS LIMITED

Référence de publication: 2016064015/15.

(160024993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

RDG Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 201.553.

—
Extrait des résolutions des associés en date du 17 Décembre 2015

En date du 17 décembre 2015 les associés représentant 100% du capital social de la Société ont décidés comme suit:

- de nommer Monsieur Bernhard Schmidt, né le 19 septembre 1960 à Salzburg, ayant son adresse professionnelle à Anthoniweg 5, 34131 Kassel, Germany en tant que gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

- de nommer Monsieur Jérôme Letscher, né le 21 mai 1973 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle à 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour extrait analytique conforme
Michel Thill
Class B Manager

Référence de publication: 2016064001/19.

(160025813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

RBW Global, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 167.904.

—
L'actionnaire unique a décidé en assemblée générale de nommer les personnes suivante en tant que gérant de la société, pour une durée indéterminée, à partir de 28 janvier 2016:

- Lynsey Ann Blair, avec adresse professionnelle à 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

- Christoffel Alfonsus Maria Mul, avec adresse professionnelle à 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Et aussi

- la démission du gérant, Michael Rudolf Haller, ayant son adresse à 16 rue du Rham, L-6991 Rameldange, Luxembourg, a été acceptée avec effet au 27 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016063999/16.

(160025793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Scarborough Luxembourg Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 151.544.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 22 janvier 2016

La démission de M. Thierry JACOB, Gérant de catégorie B, né le 7 juillet 1967 à Thionville (France) et résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est acceptée avec effet immédiat.

La démission de Mme. Saliha BOULHAIS, Gérant de catégorie B, née le 7 juin 1966 à Florange, (France) et résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 (Luxembourg), est acceptée avec effet immédiat.

La nomination de M. François KAROLYI, née le 28 février 1973 à Paris, (France), et résidant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, comme gérant catégorie B de la société, est élu avec effet immédiat et pour une période illimitée.

La nomination de Mrs. Marie-Hedwige EL KHOURY, née le 17 mars 1974 à Kafarabida, (Liban), et résidant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, comme gérant catégorie B de la société, est élue avec effet immédiat et pour une période illimitée.

Référence de publication: 2016064014/19.

(160025366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

San Martin Participations, Société Anonyme.
Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 94.487.

—
Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire tenue le 22 janvier 2016.

Résolutions

Toutes les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

1. L'Assemblée Générale prendre acte du décès de Monsieur Dominique SAN MARTIN et par conséquent de la fin de ses mandats d'administrateur et administrateur délégué.
2. L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Nicolas SAN MARTIN demeurant à 37 Avenue Leconte de l'Isle F-77330 OZOIR LE FERRIERE (France) au poste d'administrateur et d'administrateur-délégué;
3. L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Monsieur Pascal HENNUY, employé privé, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy au poste d'administrateur;
4. L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Monsieur François DIFFERDANGE, employé privé, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy au poste d'administrateur;
5. L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Nicolas SAN MARTIN demeurant à 37 Avenue Leconte de l'Isle F-77330 OZOIR LE FERRIERE (France) au poste de Président du Conseil d'Administration;
6. L'Assemblée Générale constate le changement de dénomination de la société JAWER CONSULTING S.A. en C.W.I. CONSULTING S.A. ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy et décide de renouveler son mandat au poste de Commissaire aux Comptes.

Les mandats ainsi attribués viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale à tenir en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016064046/25.

(160024914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Saint-Paul Luxembourg S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.
R.C.S. Luxembourg B 147.973.

Monsieur Erny GILLEN, demeurant à L-2132 Luxembourg, Centre Convict, 5, avenue Marie-Thérèse a démissionné de ses fonctions d'administrateur et de Président du Conseil d'administration avec effet au 21 janvier 2016.

A été nommé administrateur par résolution de l'assemblée générale du 27 janvier 2016 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2016, Monsieur Luc FRIEDEN, juriste, demeurant à 23, in der Grof, L-5322 Contern.

Monsieur FRIEDEN préqualifié a été nommé en même temps Président du Conseil d'administration par résolution dudit conseil.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016064045/17.

(160025097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Pinas S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 51.014.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 21 septembre 2015 à 10.00 heures.

Le conseil décide à l'unanimité:

- d'élire Monsieur Kris GOORTS en tant que président du conseil d'administration jusqu'à l'assemblée générale de 2016;

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016063971/12.

(160025297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Praxis AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 73.520.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 28 mai 2015 que:

1. L'Assemblée a pris acte de la révocation des mandats d'administrateurs de:

- Madame Clarisse AMANTE, employée privée, demeurant à 38, Rue de Mamer -L-8081 Bertrange;
- Monsieur Daniel AMANTE SANTOS, employé privé, demeurant à 38, Rue de Mamer - L-8081 Bertrange.

Leur mandat prendra fin à compter du 1^{er} juin 2015.

2. L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs révoqués:

- Madame Christiane LACROUTE, employée privée, demeurant à 35, Chemin de Bonne Espérance - CH-1006 Lausanne;

- Mademoiselle Claire DUGOU, employée privée, demeurant 35, Chemin de Bonne Espérance - CH-1006 Lausanne.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur l'exercice 2020.

3. Le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Charles DUGOU est reconduit à compter du 1^{er} juin 2015 jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur l'exercice 2020.4. L'Assemblée a pris acte de la révocation des fonctions d'administrateur délégué de Monsieur Daniel AMANTE SANTOS, employé privé, demeurant à 38, Rue de Mamer -L-8081 Bertrange et ce à compter du 1^{er} juin 2015.5. L'Assemblée nomme en remplacement, à compter du 1^{er} juin 2015, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature, Monsieur Jean-Charles DUGOU, employé privé, demeurant à 35, Chemin de Bonne Espérance - CH-1006 Lausanne.

Son mandat d'administrateur délégué prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur l'exercice 2020.

Luxembourg, le 29 mai 2015.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016063975/29.

(160025695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Monsun S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 87.732.

—
La Société a été informée du changement d'adresse du gérant Magne Jordanger comme suit:

- La nouvelle adresse de Magne Jordanger est 12 Avenue des Spèlugues, 98000 Monte Carlo, Monaco.

Luxembourg.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2016063883/13.

(160025555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Simon Pierre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 53.875.

—
Monsieur Erny GILLEN, demeurant à L-2132 Luxembourg, Centre Convict, 5, avenue Marie-Thérèse a démissionné de ses fonctions d'administrateur et de Président du Conseil d'administration avec effet au 21 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016064033/12.

(160025016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Speed-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 40, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 200.524.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 février 2015

Unique résolution

Le siège social est transféré à L-4210 Esch-sur-Alzette, 40, Rue de la Libération.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette.
COMPTABILITE STC SARL
Mandataire

Référence de publication: 2016064036/13.

(160025221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

StubHub Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 187.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.557.

Il convient de noter que Monsieur Christian Ecke, gérant de la Société, réside désormais au 2 Unterdeibüel, CH-6340 Baar, Suisse.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

StubHub Services S.à r.l.
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2016064041/14.

(160025031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

SunGard Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Luxembourg, 7, rue de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 73.778.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil d'administration de la société SunGard Systems Luxembourg S.A. datées du 29 janvier 2016, que le conseil d'administration coopte Madame Ann Vasileff née le 26 mars 1968 à Richmond Heights, Montana USA, demeurant au 1301 First St South Unit 808, Jacksonville Beach, Florida 32250, USA, en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Dean-Barry Gluyas, à compter du 1^{er} février 2016 et jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société qui se tiendra en 2016.

A Luxembourg, le 5 février 2016.
Pour le Conseil d'administration
Un mandataire

Référence de publication: 2016064043/15.

(160025120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Ravena Investment SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.813.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 25 janvier 2016

L'Assemblée Générale confirme le remplacement au poste d'administrateur la société Malibaro SA SPF représentée par Mme Marie-Rose Hartman par la société Ambrym Investment S.A. représentée par Mme Marie-Rose Hartman. Ce mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale de 2019.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016063989/12.

(160025020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Probus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.718.

—
Extrait du Procès-Verbal du Conseil d'administration tenu le 03.02.2015

Résolution unique:

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur et à la tenue du registre des actions au porteur, le Conseil d'Administration décide de nommer avec effet immédiat la société FIDUO, ayant son siège social 10A, Rue Henri Schnadt, L -2530 Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6.061, comme dépositaire de la totalité des actions au porteur représentatives du capital social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROBUS S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2016063980/17.

(160025393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Pulsion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 3, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 21.269.

—
Je soussigné, Robert Gaston TRINEL, demeurant à Saint maur des Fosses, au 17, rue St Fiacre, donne par la présente sa démission d'Administrateur Délégué de la S.A. Pulsion dont le siège social est à L-2346 Luxembourg, 3, rue de la Poste, avec effet au 8 décembre 2015

Signature.

Référence de publication: 2016063985/11.

(160025006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Swale Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.212.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.472.

—
La Société a été informée du changement d'adresse du gérant Magne Jordanger comme suit:

- La nouvelle adresse de Magne Jordanger est 12 Avenue des Spèlugues, 98000 Monte Carlo, Monaco.

Luxembourg.

Manacor (Luxembourg) S.A.
Gérant

Référence de publication: 2016064044/13.

(160025543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

SECOLUX, Association pour le Contrôle de la Sécurité de la Construction, Association sans but lucratif.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrière.
R.C.S. Luxembourg F 99.

—
Par la présente, nous voudrions modifier l'article 1 du texte des statuts de SECOLUX, Association pour le Contrôle de la Sécurité de la Construction comme suit:

I. Dénomination et siège.

Art. 1^{er}. Il est fondé par les présents statuts une association sans but lucratif dénommée SECOLUX, Association pour le Contrôle de la Sécurité de la Construction, ayant son siège à Leudelange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016064049/13.

(160024927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Miramar Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 201.265.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 4 janvier 2016

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société tenue en date du 4 janvier 2016 que:

1. L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires accepte la démission de Monsieur Yannick Kantor de ses fonctions de gérant avec effet à ce jour.

2. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer aux fonctions de gérant Madame Maria Hortensia SORIANO VALVERDE, demeurant à C/ Milanestat 17 P06 1, E-08017 Barcelone (Espagne), avec effet à ce jour et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016063901/19.

(160025346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

MOLLIN Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 47.812.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 4 janvier 2016 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg avec effet au 4 janvier 2016.

- Monsieur Johan van den Berg, administrateur et Madame Corinne Muller, administrateurs sont désormais domiciliés au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg avec effet au 4 janvier 2016.

Veillez également noter le changement d'adresse de Comissa S.à r.l., commissaire aux comptes de la Société au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Nous vous prions aussi de bien vouloir prendre note du changement de prénom de Monsieur Johan van den Berg en Johannes Andries van den Berg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016063906/18.

(160025165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

MML Capital Europe V Equity S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 179.949.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société du 2 février 2016

1. Acceptation de la démission de monsieur Alexander James Bermingham, né le 19 décembre 1972 à Sheffield, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que administrateur de la Société avec effet au 8 février 2016.

2. Acceptation de la nomination de monsieur Alan Fraser Ross, né le 25 octobre 1972 à Stirling, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que administrateur de la Société avec effet au 8 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016063903/17.

(160025679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Ndm Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 19, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 189.062.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 22 janvier 2016 devant Me Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg,

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société NDM Développement S.A. a acté la démission de l'Administrateur unique: Monsieur Hakim BENOTMANE, né le 30 juillet 1983 à Lille (France) demeurant à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, avec effet à compter de la présente Assemblée Générale Extraordinaire et a décidé de nommer comme administrateur unique la personne suivante:

- Monsieur Issam BENALI, né le 06 octobre 1985 à Colmar (France) demeurant à L-1216 Luxembourg, 10, rue du Fort Bourbon.

Le mandat de l'administrateur unique s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2021.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société NDM Développement S.A. a révoqué avec effet immédiat le commissaire aux comptes actuel de la Société: THE CLOVER, une société anonyme, ayant son siège social au L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 149.293 et a décidé de nommer comme nouveau commissaire aux comptes la personne suivante:

- La société FIDUCIAIRE DE HOWALD S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2412 Howald, 37, Rangwee, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 174.857.

Le mandat du commissaire aux comptes s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2021.

Les résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NDM Développement S.A.

Issam BENALI

Référence de publication: 2016063927/29.

(160025758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 58.649.

—
L'Assemblée Générale du 1^{er} février 2016 prend acte du changement d'adresse de l'administrateur Marcia Cristina SILVA BITENCOURT, Administrateur, demeurant à compter du 13.11.2015 au Avenida Dos Flamboyants da Peninsula N° 1250, Bloco 2, Apt° 1502-Barra Da Tijuca- CEP 22776-070 Rio de Janeiro - RJ- Brésil.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER S.A.

Référence de publication: 2016064083/13.

(160025157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Société Maria Rheinsheim, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 306.

—
Monsieur Erny GILLEN, demeurant à L-2132 Luxembourg, Centre Convict, 5, avenue Marie-Thérèse a démissionné de ses fonctions d'administrateur et de Président du Conseil d'administration avec effet au 21 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016064084/12.

(160025014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Coller Partners 703 Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 937.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 202.873.

In the year two thousand sixteen,
On the fourteenth day of January,
Before Maître Carlo GOEDERT, notary residing in Dudelange, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of the Company,

There appeared:

Coller Partners 703 LP Incorporated, a limited partnership existing under the laws of Guernsey, with registered seat at Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered with the Register of Limited Partnerships (number 2472) (the Sole Shareholder);

here represented by Ms Cindy GOMES CORDEIRO, private employee, residing professionally in Dudelange, by virtue of proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the notary to enact the following:

I. The present private limited liability company Coller Partners 703 Luxembourg (the Company), with registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 202 873, has been incorporated by deed dated 18 December 2015 and enacted by Maître Carlo GOEDERT, notary residing in Dudelange (Grand Duchy of Luxembourg), not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

II. The share capital of the Company amounts to EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

III. The Sole Shareholder representing 100% of the share capital of the Company, the Meeting is validly constituted and can validly decide on all the items of the agenda known by the Sole Shareholder.

IV. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Conversion of the existing 12,500 (twelve thousand five hundred) shares issued by the Company into a new class of ordinary shares named “Class A Shares”, made of 12,500 (twelve thousand five hundred) Class A Shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

2. Creation of nine (9) new classes of shares to be named “Class B Shares”, “Class C Shares”, “Class D Shares”, “Class E Shares”, “Class F Shares”, “Class G Shares”, “Class H Shares”, “Class I Shares” and “Class J Shares”;

3. Decision to increase the share capital of the Company in order to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 937,500 (nine hundred thirty-seven thousand five hundred Euros) by the issuance of 7,000 (seven thousand) Class A Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class B Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class C Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class D Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class E Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class F Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class G Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class H Shares, 102,000 (one hundred two thousand) Class I Shares and 102,000 (one hundred two thousand) Class J Shares, to be fully paid-up by way of a contribution in kind;

4. Subscription to, and payment of, the share capital increase specified in item 3. above, by way of a contribution in kind by the Sole Shareholder;

5. Amendment of the articles of association of the Company in order to reflect resolutions 1. to 4. above; and

6. Miscellaneous.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the existing 12,500 (twelve thousand five hundred) shares issued by the Company into a new class of ordinary shares named “Class A Shares” (the Class A Shares), made of 12,500 (twelve thousand five hundred) Class A Shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to create nine (9) new classes of shares to be named “Class B Shares”, “Class C Shares”, “Class D Shares”, “Class E Shares”, “Class F Shares”, “Class G Shares”, “Class H Shares”, “Class I Shares” and “Class J Shares”.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company in order to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 937,500 (nine hundred thirty-seven thousand five hundred Euros) by the issuance of:

- i. 7,000 (seven thousand) Class A Shares;
- ii. 102,000 (one hundred two thousand) Class B Shares;
- iii. 102,000 (one hundred two thousand) Class C Shares;
- iv. 102,000 (one hundred two thousand) Class D Shares;
- v. 102,000 (one hundred two thousand) Class E Shares;
- vi. 102,000 (one hundred two thousand) Class F Shares;
- vii. 102,000 (one hundred two thousand) Class G Shares;
- viii. 102,000 (one hundred two thousand) Class H Shares;
- ix. 102,000 (one hundred two thousand) Class I Shares; and
- x. 102,000 (one hundred two thousand) Class J Shares.

The shares listed under items (i) to (x) above are hereinafter referred to as the New Shares, are issued at a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, and have the specific rights as shall be described in article 5 of the articles of association of the Company (the Articles).

The New Shares will be fully paid-up by way of a contribution in kind.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the subscription for the New Shares and payment of the share capital increase above as follows:

Subscription - Payment

Coller Partners 703 LP Incorporated, represented as stated above, declares to subscribe for the New Shares, all in registered form, having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, and to fully pay them up by way of a contribution in kind consisting of 25,000 (twenty-five thousand) shares held by the Sole Shareholder in the share capital of Coller Partners 703 Germany GmbH, a company registered with the local court (Amtsgericht) Munich under the number HRB 209286 and having its registered office at Richard-Strauss-Strasse 24, c/o Kanzlei BLL, 81677 Munich, Germany (the Contributed Assets).

The Sole Shareholder declares that it wholly owns the Contributed Assets, free of any encumbrance and that all formalities for the effectiveness of the transfer of the Contributed Assets are in course.

The Contributed Assets are fully allocated to the subscription of the New Shares for an aggregate subscription price of EUR 925,000 (nine hundred twenty-five thousand Euros).

The proof of ownership and value of the Contributed Assets has been produced to the undersigned notary through a valuation report which shows that the managers of the Company have concluded that the value of the Contributed Assets to be contributed by the Sole Shareholder is at least equal to EUR 925,000 (nine hundred twenty-five thousand Euros) (the Valuation Report).

The Valuation Report, after signature *in varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the registration formalities.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend the paragraphs 5.1 and 5.5 of the article 5 of the Articles, to insert new paragraphs 5.6 to 5.12 to the same, the rest of article 5 remaining unchanged, and to insert new paragraphs 15.4, 15.5 and 15.6 to article 15 of the Articles, the rest of article 15 also remaining unchanged, such that:

- Paragraph 5.1 shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The Company’s share capital is EUR 937,500 (nine hundred thirty-seven thousand five hundred Euros), divided into:

- 19,500 (nineteen thousand five hundred) class A ordinary shares (the Class A Shares);
- 102,000 (one hundred two thousand) class B ordinary shares (the Class B Shares);
- 102,000 (one hundred two thousand) class C ordinary shares (the Class C Shares);
- 102,000 (one hundred two thousand) class D ordinary shares (the Class D Shares);
- 102,000 (one hundred two thousand) class E ordinary shares (the Class E Shares);
- 102,000 (one hundred two thousand) class F ordinary shares (the Class F Shares);
- 102,000 (one hundred two thousand) class G ordinary shares (the Class G Shares);
- 102,000 (one hundred two thousand) class H ordinary shares (the Class H Shares);

- 102,000 (one hundred two thousand) class I ordinary shares (the Class I Shares); and
 - 102,000 (one hundred two thousand) class J ordinary shares (the Class J Shares);
- all with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

The Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares, are individually referred to as a Share and together as the Shares.

In these Articles, Shareholders means the holders at the relevant time of Shares and Shareholder shall be construed accordingly.”

- Paragraph 5.5 shall henceforth read as follows:

“ **5.5.** Subject to the conditions set by the 1915 Law, the Company can proceed to the repurchase of its own Shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose as determined by the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate), on the basis of interim accounts prepared by the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate).”

- Paragraphs 5.6 to 5.12 to be inserted and read as follows:

“ **5.6** Shares of a class may not be converted into Shares of another class.

5.7. The share capital of the Company may be reduced by means of cancellation of Shares including by means of redemption and cancellation of one or several classes by redeeming and cancelling all the Shares issued in the relevant class(es). In the case of redemption and cancellation of classes, such redemption and cancellation of Shares shall be made in reverse alphabetical order (starting with Class J Shares) provided however that the Company may not at any time redeem and cancel the Class A shares.

5.8. In the event of a reduction of share capital by means of redemption and cancellation of any class (following the order indicated in article 5.7), this class entitles the holder(s) thereof, pro rata to their holding in such class, to the Available Amount (in the limit however of the Total Cancellation Amount) and as a result, the holder(s) of Shares of the redeemed (and cancelled) class shall receive from the Company an amount equal to the amount of the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the relevant class, held and cancelled.

5.9. The Cancellation Value Per Share will be calculated by dividing the Total Cancellation Amount (as defined below) by the number of Shares issued in the class(es) to be redeemed and cancelled.

5.10. The Total Cancellation Amount will be an amount determined by the Board of Managers and approved by the general meeting of the Shareholders on the basis of the interim financial statements of the Company established at a date which shall not be earlier more than 8 (eight) days from the date of redemption and cancellation or class(es) of the relevant Shares (the Interim Account).

The Total Cancellation Amount of each class will correspond to the Available Amount relating to that class at the time of its cancellation, increased by the nominal value of each Share cancelled at the time of cancellation of the said class, unless otherwise determined by Shareholders’ Resolutions adopted in the manner required for the amendments to the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount never be higher than such Available Amount.

5.11. The Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) (the Relevant Net Profits) increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be redeemed and cancelled, but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into a reserve pursuant to the requirements of the 1915 Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + DR + CR) - (L + SM),$$

Where

AA = Available Amount;

NP = Relevant Net Profits (including carried forward profits);

DR = any freely distributable reserves;

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled;

L = any losses (included carried forward losses);

SM = any sums to be placed into a reserve non distributable pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

In the event the Company carries additional profits (eg additional payments) after the redemption, following an operation carried out before the redemption, the then Available Amount calculated at the time of the redemption will take into account such an additional profit.

5.12. Once the relevant classes of Shares have been redeemed and cancelled, the Cancellation Value per Share shall be due and payable by the Company.”

- Paragraphs 15.4 to 15.6 to be inserted and read as follows:

“ **15.4.** Distributions may only be made out of profits and reserves available for distribution of the relevant reference period (the Distributable Proceeds).

15.5. The Shareholders are each allocated a preferential dividend (the Preferential Dividends) from the Distributable Proceeds as set out below:

(i) to the holders of Class A Shares, a preferential dividend representing zero point ten per cent (0.10%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(ii) to the holders of Class B Shares (if any), a preferential dividend representing zero point fifteen per cent (0.15%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(iii) to the holders of Class C Shares (if any), a preferential dividend representing zero point twenty per cent (0.20%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(iv) to the holders of Class D Shares (if any), a preferential dividend representing zero point twenty-five per cent (0.25%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(v) to the holders of Class E Shares (if any), a preferential dividend representing zero point thirty per cent (0.30%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(vi) to the holders of Class F Shares (if any), a preferential dividend representing zero point thirty-five per cent (0.35%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(vii) to the holders of Class G Shares (if any), a preferential dividend representing zero point forty per cent (0.40%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(viii) to the holders of Class H Shares (if any), a preferential dividend representing zero point forty-five per cent (0.45%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding;

(ix) to the holders of Class I Shares (if any), a preferential dividend representing zero point fifty per cent (0.50%) per year of the nominal value of the Shares issued by the Company, pro rata to their shareholding; and

(x) to the holders of Class J Shares (if any), a preferential dividend representing the remaining amount.

15.6. In the event there are no Class J Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class J Shares in accordance with article 15.5 (x) shall be made to the holders of Class I Shares.

In the event there are no Class I Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class I Shares in accordance with article 15.5 (ix) shall be made to the holders of Class H Shares.

In the event there are no Class H Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class H Shares in accordance with article 15.5 (viii) shall be made to the holders of Class G Shares.

In the event there are no Class G Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class G Shares in accordance with article 15.5 (vii) shall be made to the holders of Class F Shares.

In the event there are no Class F Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class F Shares in accordance with article 15.5 (vi) shall be made to the holders of Class E Shares.

In the event there are no Class E Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class E Shares in accordance with article 15.5 (v) shall be made to the holders of Class D Shares.

In the event there are no Class D Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class D Shares in accordance with article 15.5 (iv) shall be made to the holders of Class C Shares.

In the event there are no Class C Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class C Shares in accordance with article 15.5 (iii) shall be made to the holders of Class B Shares.

In the event there are no Class B Shares, all further distributions from the Distributable Proceeds that would have been attributable to the holders of Class B Shares in accordance with article 15.5 (ii) shall be made to the holders of Class A Shares.”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above resolutions, have been estimated at about two thousand five hundred Euros (EUR 2.500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Dudelange, Grand Duchy of Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

En l'an deux mille seize,

Le quatorzième jour de janvier,

Par devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg,

a été tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de la Société

A comparu:

Coller Partners 703 LP Incorporated, un limited partnership existant selon les lois de Guernesey, ayant son siège principal à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, Guernesey GY1 3QL, immatriculé au Registre des Limited Partnerships des Iles Anglo Normandes (numéro 2472) (l'Associé Unique);

ici représentée par Mme Cindy GOMES CORDEIRO, employé privée, résidant professionnellement à Dudelange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, ayant été signée ne varietur par le représentant de la partie comparante et par le notaire soussigné, doit être annexée audit acte pour les formalités d'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que mentionné ci-dessus, a requis du notaire d'acter ce qui suit:

I. La société à responsabilité limitée Coller Partners 703 Luxembourg (la Société), ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202 873, a été incorporée par acte du 18 décembre 2015 et acté par Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, lequel n'est pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société s'élève à EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune.

III. L'Associé Unique détenant 100% du capital social de la Société, l'Assemblée étant valablement constituée et peut valablement décider sur tous les points de l'ordre du jour connus par l'Associé Unique.

IV. L'ordre du jour de l'Assemblée est comme suit:

Ordre du jour

1. Conversion des 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires émises par la Société en une nouvelle classe de parts sociales ordinaires dénommée "Parts Sociales de Classe A", composée de 12.500 (douze mille cinq cents) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune;

2. Création de neuf (9) nouvelles classes de parts sociales dénommées «Parts Sociales de Classe B», «Parts Sociales de Classe C», «Parts Sociales de Classe D», «Parts Sociales de Classe E», «Parts Sociales de Classe F», «Parts Sociales de Classe G», «Parts Sociales de Classe H», «Parts Sociales de Classe I» et «Parts Sociales de Classe J»;

3. Décision d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euros) à EUR 937.500 (neuf cent trente-sept mille cinq cents Euros) par l'émission de 7.000 (sept mille) Parts Sociales de Classe A, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe B, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe C, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe D, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe E, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe F, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe G, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe H, 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe I et 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe J, devant être entièrement payées par apport en nature;

4. Souscription à, et paiement de, l'augmentation du capital social mentionnée sous le point 3. ci-dessus, par un apport en nature de l'Associé Unique;

5. Modification des statuts de la Société afin de refléter les résolutions 1. à 4. ci-dessus;

6. Divers.

Première résolution

L'Associé Unique approuve la conversion des 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires émises par la Société en une nouvelle classe de parts sociales dénommée «Parts Sociales de Classe A» (les Parts Sociales de Classe A),

composées de 12.500 (douze mille cinq cents) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de créer neuf (9) nouvelles classes de parts sociales dénommées «Parts Sociales de Classe A», «Parts Sociales de Classe B», «Parts Sociales de Classe C», «Parts Sociales de Classe D», «Parts Sociales de Classe E», «Parts Sociales de Classe F», «Parts Sociales de Classe G», «Parts Sociales de Classe H», «Parts Sociales de Classe I» et «Parts Sociales de Classe J».

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euros) à 937.500 (neuf cent trente-sept mille cinq cents Euros) par l'émission de:

- i. 7.000 (sept mille) Parts Sociales de Classe A;
- ii. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe B;
- iii. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe C;
- iv. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe D;
- v. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe E;
- vi. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe F;
- vii. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe G;
- viii. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe H;
- ix. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe I; et
- x. 102.000 (cent deux mille) Parts Sociales de Classe J.

Les parts sociales listées sous (i) à (x) ci-dessus seront ci-après dénommées les Nouvelles Parts, elles sont émises avec une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune, et elles auront les droits spécifiques tels que décrits dans l'article 5 des statuts de la Société (les Statuts).

Les Nouvelles Parts seront entièrement payées par apport en nature.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver la souscription aux Nouvelles Parts et le paiement de l'augmentation du capital social ci-dessus comme suit:

Souscription - Paiement

Coller Partners 703 LP Incorporated, représenté comme mentionné ci-dessous, déclare souscrire aux Nouvelles Parts, toutes en forme nominative, d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune, et de les payer entièrement par apport en nature consistant en 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales détenues par l'Associé Unique dans le capital de Coller Partners 703 Germany GmbH, une société immatriculée auprès du tribunal local (Amtsgericht) de Munich sous le numéro HRB 209286 et ayant son siège social au Richard-Strauss-Strasse 24, c/o Kanzlei BLL, 81677 Munich, Allemagne (les Actifs Apportés).

L'Associé Unique déclare détenir entièrement les Actifs Apportés, libres de toute charge et que les formalités pour la mise en oeuvre du transfert des Actifs Apportés sont en cours.

Les Actifs Apportés sont entièrement alloués à la souscription de Nouvelles Parts pour un montant total de souscription de EUR 925.000 (neuf cent vingt-cinq mille Euros).

La preuve de détention et la valeur des Actifs Apportés a été produite au notaire soussigné par le biais d'un rapport d'évaluation qui mentionne que les gérants de la Société ont conclu que la valeur des Actifs Apportés par l'Associé Unique est au moins égale à EUR 925.000 (neuf cent vingt-cinq mille Euros) (le Rapport d'Evaluation).

Le Rapport d'Evaluation, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, doit être annexé à cet acte pour les formalités d'enregistrement.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier les paragraphes 5.1 et 5.5 de l'article 5 des Statuts, d'y insérer de nouveaux paragraphes 5.6 à 5.12, le reste de l'article 5 restant inchangé, et d'insérer de nouveaux paragraphes 15.4, 15.5 et 15.6 dans l'article 15 des Statuts, le reste de l'article 15 restant également inchangé, de sorte que:

- Paragraphes 5.1 aura désormais la teneur suivante:

- « 5.1. Le capital social de la Société est de 937.500 (neuf cent trente-sept mille cinq cents Euros), divisé en:
- 19.500 (dix-neuf mille cinq cents) parts sociales ordinaires de classe A (les Parts Sociales de Classe A);
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe B (les Parts Sociales de Classe B);
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe C (les Parts Sociales de Classe C);
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe D (les Parts Sociales de Classe D);

- 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe E (les Parts Sociales de Classe E);
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe F (les Parts Sociales de Classe F);
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe G (les Parts Sociales de Classe G);
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe H (les Parts Sociales de Classe H);
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe I (les Parts Sociales de Classe I); et
 - 102.000 (cent deux mille) parts sociales ordinaires de classe J (les Parts Sociales de Classe J);
- toutes avec une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune.

Les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H, les Parts Sociales de Classe I et les Parts Sociales de Classe J, sont individuellement appelées la Part Sociale et ensemble les Parts Sociales.

Dans ces Statuts, Associés signifiera les détenteurs à un moment donné des Parts Sociales et Associé devrait être construite en conformité avec ce qui précède.»

- Paragraphe 5.5 aura désormais la teneur suivante:

« **5.5.** Sans préjudice des conditions prévues par la Loi 1915, la Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales suite à une décision du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance (selon le cas) à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes pour ce faire et fixées par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), sur base de comptes intérimaires préparés par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas).»

- Paragraphes 5.6 à 5.12 seront insérés et auront la teneur suivante:

« **5.6.** Les Parts Sociales d'une classe ne peuvent pas être converties en Parts Sociales d'une autre classe.

5.7. Le capital social de la Société peut être réduit au moyen de l'annulation des Parts Sociales incluant au moyen du rachat et l'annulation d'une ou plusieurs classes en rachetant et annulant toutes les Parts Sociales émises dans la ou les classe (s) appropriée(s). Dans le cas de rachat et annulation des classes, un tel rachat et l'annulation des Parts Sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (commençant avec les Parts Sociales de Classe J) étant précisé cependant que la Société ne peut pas à aucun moment racheter et annuler les Parts Sociales de Classe A.

5.8. En cas d'une réduction de capital social au moyen du rachat et l'annulation de n'importe quelle classe (après l'ordre indiqué dans l'article 5.7), cette classe autorise son (ses) détenteur(s), au prorata de leur détention dans une telle classe, au Montant Disponible (dans la limite cependant du Total du Montant d'Annulation) et en conséquence, le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de la classe rachetée (et annulée) recevra de la Société un montant égal au montant de la Valeur d'Annulation par Part Sociale (comme défini ci-dessous) pour chaque Part Sociale de la classe pertinente, détenue et annulée.

5.9. La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Total du Montant d'Annulation (comme défini ci-dessous) par le nombre de Parts Sociales émis dans la classe à être rachetée et annulée.

5.10. Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'assemblée générale des Associés sur la base des états financiers provisoires de la Société établie à une date qui ne sera pas antérieure à plus de 8 (huit) jours de la date du rachat et l'annulation ou la classe(s) des Parts Sociales appropriés (les Comptes Intérimaires).

Le Montant Total d'Annulation de chaque classe correspondra au Montant Disponible touchant à cette classe au moment de son annulation, augmenté par la valeur nominale de chaque Part Sociale annulée au moment de l'annulation de ladite classe, sauf autrement déterminé par les Résolutions des Associés adoptées dans les conditions exigées pour les modifications des Statuts, pourvu cependant que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais plus élevé que le Montant Disponible.

5.11. Le Montant Disponible signifie le total des bénéfices nets de la Société (incluant des profits reporté) (les Bénéfices Nets Appropriés) augmenté par (i) toutes réserves librement distribuables et (ii) le cas échéant par le montant de la réduction de capital social et la réduction de la réserve légale relative à la classe de Parts Sociales à être rachetée et annulée, mais réduit par (i) n'importe quelles pertes (pertes reportées incluses) et (ii) toutes sommes à être placées dans une réserve conformément aux exigences de la Loi 1915 ou des Statuts, chaque fois comme indiqué dans les Comptes Intérimaires (pour éviter tout doute, sans double comptage) pour que:

$$MD = (BN + RD + RC) - (P + SND), \text{ où}$$

MD = Montant Disponible;

BN = Bénéfices nets Appropriés (incluant profits reportés);

RD = toutes réserves librement distribuables;

RC = le montant de la réduction de capital social et la réduction de la réserve légale touchant à la classe de Parts Sociales à être annulées;

P = n'importe quelles pertes (pertes reportées incluses);

SND = n'importe quelles sommes à être placées dans une réserve non distribuable conformément aux exigences de la Loi 1915 ou des Statuts.

Dans l'hypothèse où la Société enregistre des profits supplémentaires (par exemple des paiements supplémentaires) après le rachat, en relation avec une opération effectuée avant le rachat, le Montant alors Disponible calculé au moment du rachat prendra en compte le bénéfice supplémentaire.

5.12. Une fois que les classe appropriées de Parts Sociales ont été rachetées et annulées, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.»

- Paragraphes 15.4 à 15.6 seront insérés et auront la teneur suivante:

« **15.4.** Les distributions peuvent être constituées des bénéfices et réserves disponibles pour distribution de la période de référence (les Produits de Distribution).

15.5. Chaque Associé percevra un dividende prioritaire (les Dividendes Prioritaires) des Produits de Distribution comme suit:

(i) aux Associés des Parts Sociales de Classe A, un dividende prioritaire de zéro point dix pour cent (0,10%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(ii) aux Associés des Parts Sociales de Classe B (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point quinze pour cent (0,15%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(iii) aux Associés des Parts Sociales de Classe C (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point vingt pour cent (0,20%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(iv) aux Associés des Parts Sociales de Classe D (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point vingt-cinq pour cent (0,25%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(v) aux Associés des Parts Sociales de Classe E (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point trente pour cent (0,30%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(vi) aux Associés des Parts Sociales de Classe F (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point trente-cinq pour cent (0,35%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(vii) aux Associés des Parts Sociales de Classe G (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point quarante pour cent (0,40%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(viii) aux Associés des Parts Sociales de Classe H (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point quarante-cinq pour cent (0,45%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation;

(ix) aux Associés des Parts Sociales de Classe I (le cas échéant), un dividende prioritaire de zéro point cinquante pour cent (0,50%) par an de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société, proportionnellement à leur participation; et

(x) aux Associés des Parts Sociales de Classe J (le cas échéant), un dividende prioritaire de la somme restante.

15.6. S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe J, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe J conformément à l'article 15.5 (x) seront faites au profit des Parts Sociales de Classe I.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe I, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe I conformément à l'article 15.5 (ix) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe H.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe H, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe H conformément à l'article 15.5 (viii) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe G.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe G, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe G conformément à l'article 15.5 (vii) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe F.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe F, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe F conformément à l'article 15.5 (vi) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe E.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe E, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe E conformément à l'article 15.5 (v) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe D.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe D, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe D conformément à l'article 15.5 (iv) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe C.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe C, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe C conformément à l'article 15.5 (iii) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe B.

S'il n'existe pas de Parts Sociales de Classe B, toutes les distributions des Profits de Distribution qui pourraient être effectuées au profit des Associés des Parts Sociales de Classe B conformément à l'article 15.5 (ii) seront faites au profit des Associés des Parts Sociales de Classe A.»

Estimation des coûts

Les coûts, dépenses, frais et charges, de quelque nature que ce soit, qui seront à la charge de la Société ou qui lui seront facturés en lien avec les résolutions ci-dessus, ont été estimés à environ deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la réunion est close.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. GOMES CORDEIRO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1371. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 22 janvier 2016.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2016060266/459.

(160021556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

AviaRent S.C.A. SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 148.416.

Im Jahr zweitausendfünfzehn,
am achtzehnten Tag des Monats Dezember.

Vor Uns Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,

wurde eine außerordentliche Generalversammlung (die "Versammlung") der Aktionäre der AviaRent S.C.A. SICAV-FIS abgehalten, einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) in Form der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) mit Sitz in 2, place François Dargent, L-1413 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B148.416, gegründet nach dem Recht Luxemburgs durch notarieller Urkunde aufgenommen am 18. September 2009 (die "Gesellschaft"), deren Satzung (die "Satzung") am 20. Oktober 2009 der Nummer 2055, Seite 98620 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial C") veröffentlicht wurde und die zuletzt durch notarieller Urkunde vom 11. Juni 2014, veröffentlicht im Mémorial C unter der Nummer 1508 vom 25. Juni 2013, Seite 72346, geändert wurde.

Die Versammlung steht unter dem Vorsitz des Herrn Alexander Wagner, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, der Herrn Leonhard NAGEL, avocat, beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, zum Protokollführer bestimmt.

Die Versammlung wählt Herrn Peter Audesirk, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, zum Stimmenzähler.

Nachdem das Büro so eingerichtet wurde, hat der Vorsitzende erklärt und den Notar gebeten zu beurkunden dass:

I. Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien in der Anwesenheitsliste genannt sind; diese Anwesenheitsliste, nachdem sie "unterzeichnet wurde durch die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, dem Büro der Versammlung und dem unterzeichneten Notar. Diese Anwesenheitsliste sowie die "ne varietur" unterzeichneten Vollmachten werden zusammen mit dieser Urkunde einregistriert;

II. Eine Einberufung, welche die Tagesordnung der heutigen Versammlung enthält, wurde durch eingeschriebenen Brief an die registrierten Aktionäre am 7. Dezember 2015 im Einklang mit Artikel 22 der Satzung der Gesellschaft versendet wurde.

III. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass zweihundertfünfundsechzigtausendfünfhundertneundachtzig (256.589) der registrierten Aktien, welche neunundsiebzig Prozent (79 %) des Grundkapitals der Gesellschaft darstellen, anwesend sind oder vertreten sind bei dieser Versammlung, so dass die Anforderung an das Quorum von fünfzig Prozent (50%) des Grundkapitals gemäß Art. 67-1 des Gesetzes vom 15. August 1915 die Handelsgesellschaften betreffen, in seiner jeweils gültigen Fassung, erfüllt ist und dass die Versammlung daher wirksam beraten und entscheiden kann über die nachfolgende Tagesordnung;

III. die Tagesordnung der Versammlung folgende Punkte enthält:

Tagesordnung

1. Änderung des Gesellschaftszwecks und Anpassung von Artikel 4;
2. Neufassung der Satzung.

Nach sorgfältiger Beratung hat die Versammlung folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt den Gesellschaftszweck abzuändern und dazu Artikel 4 der Satzung abzuändern und wie folgt festzulegen:

" **Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft besteht in der Erwirtschaftung einer möglichst hohen Jahresrendite für die Investoren sowie die Generierung laufender Erträge durch die Anlage ihres Vermögens in zulässige Vermögenswerte mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugute kommen zu lassen. Die Anlagepolitik des jeweiligen Compartments ist im Verkaufsprospekt näher bestimmt.

Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007."

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt einstimmig die Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

" **Art. 1. Name.** Hiermit wird zwischen vorbenannten Parteien und denjenigen, die in Zukunft Inhaber auszugebender Aktien (die "Aktien") werden, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (KGaA) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable, SICAV-FIS) unter dem Namen AviaRent S.C.A. SICAV-FIS (die "Gesellschaft") gegründet. Bei der Gesellschaft handelt es sich gemäß dem Gesetz zur Umsetzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds vom 12. Juni 2013 (das "Gesetz von 2013") um einen alternativen Investmentfonds und sie unterliegt dem luxemburgischen Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007, in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 2007").

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Innerhalb ein und derselben Gemeinde kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Komplementärs verlegt werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu Luxemburg; letztere bleibt ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung einer Luxemburger Gesellschaft.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung und ist für unbestimmte Zeit errichtet. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem vergleichbaren Ereignis hinsichtlich eines oder mehrerer Aktionäre, aufgelöst.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft besteht in der Erwirtschaftung einer möglichst hohen Jahresrendite für die Investoren sowie die Generierung laufender Erträge durch die Anlage ihres Vermögens in zulässige Vermögenswerte mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugute kommen zu lassen. Die Anlagepolitik des jeweiligen Compartments ist im Verkaufsprospekt näher bestimmt.

Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Haftung. Die AviaRent Capital Management S. à r. l. ist Komplementär der Gesellschaft (der "Komplementär"). Als solches ist sie Geschäftsführer (gérant) und Aktionär der Gesellschaft. Sie hält eine Aktie - die "Komplementärsaktie"

-, die nicht übertragbar ist und weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt. Der Komplementär haftet persönlich und unbeschränkt mit seinem Gesellschaftsvermögen für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus deren Vermögen bezahlt werden können.

Die Kommanditaktionäre (im Folgenden die „Aktionäre“) haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit der Gesellschaft. Einzig im Rahmen der Generalversammlung können die Aktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

Art. 6. Bestimmung der Anlageziele sowie der Anlagepolitik. Im Einklang mit dem Inhalt des Verkaufsprospektes und den Bestimmungen vorliegend anwendbarer Gesetze und Rechtsvorschriften bestimmt der Komplementär sowohl die Anlageziele und die Anlagepolitik der Gesellschaft als auch die Art und Weise der diesbezüglichen Geschäftsleitung und Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft.

Art. 7. Kapital. Das Kapital der Gesellschaft wird durch Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß Artikel 13 dieser Satzung. Der Mindestbetrag des Kapitals der Gesellschaft liegt gemäß den gesetzlichen Vorschriften bei einer Million und zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) und ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts zu erreichen.

Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt dreiunddreißigtausend Euro (EUR 33.000) und ist in 32 Kommanditaktien ohne Nennwert und 1 Aktie, die durch den Komplementär gehalten wird, eingeteilt. Bei der Gesellschaftsgründung wurden die Aktien vollständig eingezahlt.

Der Komplementär kann im Einklang mit den Bestimmungen und entsprechend den Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des Gesetzes von 2007 jederzeit beschließen, dass die Aktien der Gesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die "Compartments") angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Währungen notiert sein können. Der Komplementär kann ausserdem bestimmen, dass innerhalb eines Compartments eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie jeweils vom Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Aktien und Aktienzertifikate. Die Kommanditaktien (nachfolgend die "Aktien") sind ausschließlich sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 vorbehalten.

Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Für die Aktien wird ein Aktionärsregister im Namen der Gesellschaft am Sitz der Register- und Transferstelle der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Komplementär bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Soweit die Aktien zugunsten einer oder mehrerer Personen (jeweils ein "Begünstigter") im Namen eines Wertpapierabwicklungssystems oder des Betreibers dieses Wertpapierabwicklungssystems oder im Namen einer professionellen Wertpapierdepotstelle oder einer anderen Depotstelle (nachfolgend als "Depotführende Stelle" bezeichnet), oder eventuell Sub-Depotstellen, die von einer Depotführenden Stelle benannt werden, im Aktionärsregister eingetragen werden, wird die Gesellschaft:

- 1) dem Begünstigten erlauben, die mit den Aktien verbundenen Rechte auszuüben, insbesondere die Teilnahme und Abstimmung bei den Generalversammlungen;
- 2) prüfen, ob der Begünstigte ein sachkundiger Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 ist und der Depotführende Stelle die Ausübung von Stimmrechten nur gestatten, wenn die Depotführende Stelle und die Gesellschaft eine Weisung des Begünstigten erhalten haben.

Der Komplementär legt fest, in welcher Form die Begünstigten ihre Weisungen erteilen können.

Aktienzertifikate zu Aktien werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister zugestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei vom Komplementär bestimmten und bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung von Aktien ist vorbehaltlich der Ausübung eines dem Komplementär zustehenden Einspruchsrechtes nur an qualifizierte Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 zulässig, wobei natürliche Personen von einer Anlage ausgeschlossen sind und höchstens 100 Aktionäre Aktien eines Compartments halten dürfen.

Eine Übertragung der Aktien an einem Compartment ist nur dann zulässig, wenn der Käufer ein qualifizierter Investor im Sinne des Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz die restlichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Für Aktien, die direkt oder indirekt von einem deutschen Versicherungsunternehmen, einer deutschen Pensionskasse, einer deutschen Pensionseinrichtung (einschließlich eines deutschen Versorgungswerks) oder ein anderer Rechtsträger, der (unmittelbar oder gegebenenfalls kraft Verweisung) den Anlagebestimmungen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes unterliegt ("Deutscher Regulierte Anleger") gehalten werden und Teil ihres Sicherungsvermögens oder ihres sonstigen gebundenen Vermögens (wie in § 54 Abs. 1 oder § 115 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes definiert) darstellen bzw. die Teil der Vermögenswerte sind, die den Anlagegrundsätzen des § 124 des Versicherungsaufsichtsgesetzes, das am 1. Januar 2016 in Kraft tritt, unterliegen, sind frei übertragbar, sodass eine entsprechende Übertragung nicht die Zustimmung des Komplementärs, des AIFM oder der anderen Aktionäre erfordert. Die Übertragung ist unzulässig, wenn (i) der Übertragungsempfänger die Anforderungen eines qualifizierten Anlegers im Sinne des Gesetzes von 2007 nicht erfüllt, (ii) die Übertragung zur Folge hat, dass eine natürliche Person Aktien hält, und (iii) sich die Zahl der Aktionäre je Compartment auf über hundert (100) erhöht. Als "Übertragung" gelten insbesondere der Verkauf, der Tausch, der Transfer und die Abtretung der gesamten oder eines Teils der Aktien des Deutschen Regulierten Anlegers. Zur Klarstellung: Aktionäre, bei denen es sich um Deutsche Regulierte Anleger handelt, verpflichten sich ebenfalls, keine ihrer Aktien zu verkaufen, abzutreten oder zu übertragen, wenn diese Übertragung gemäß den von dem AIFM zur Verfügung gestellten Informationen zur Folge hätte, dass die Zahl der Aktionäre je Compartment hundert (100) übersteigen würde. In Bezug auf die Übertragung einer Aktie, die direkt oder indirekt von einem Deutschen Regulierten Anleger als Aktionär gehalten wird, übernimmt der Übertragungsempfänger sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen sowie die alleinige Haftung für diese Aktie, und der Übertragende wird von diesen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen entbunden (keine gesamtschuldnerische Haftung des Deutschen Regulierten Anlegers und des Erwerbers). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbeitreitender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

Sofern und solange die Aktien zum Sicherungsvermögen (wie in § 66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bzw. § 125 des Versicherungsaufsichtsgesetzes, das am 1. Januar 2016 in Kraft tritt, definiert) eines Deutschen Regulierten Anlegers zählen und dieser Deutsche Regulierte Anleger entweder gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bzw. § 128 des Versicherungsaufsichtsgesetzes, das am 1. Januar 2016 in Kraft tritt, rechtlich zur Ernennung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich selbst freiwillig einer solchen Verpflichtung unterworfen hat, darf über diese Aktien nicht ohne vorherige schriftliche Genehmigung des entsprechenden Treuhänders des Aktionärs bzw. dessen bevollmächtigten Vertreters verfügt werden.

Die Übertragung einer Aktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung eines Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft vor seiner Eintragung in das Aktionärsregister zwecks Eintragung in dieses seine gemäß den jeweils aktuellen Luxemburger Vorschriften vollständigen KYC Unterlagen sowie anschließend jede Adressänderung mitteilen. Anleger können zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung, wie im Verkaufsprospekt näher erläutert, eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Niessbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Niessbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechnen aber zur Teilnahme an etwaigen Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata Basis.

Art. 9. Verlust und Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben oder werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 vorbehalten, also institutionellen oder professionellen Anlegern sowie - vorbehaltlich

des nachfolgenden Satzes -sonstigen Anlegern, die jeweils schriftlich ihren Status als sachkundige Anleger erklären und (i) eine Mindestanlage in Höhe von EUR 125.000,- tätigen oder (ii) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, einer Investmentgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG verfügen, die ihnen bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen spezialisierten Investmentfonds einschätzen zu können. Dabei sind nur nicht-natürliche Personen, deren Zahl auf nicht mehr als 100 (einhundert) begrenzt ist, als Anleger zugelassen. Des Weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe der Aktien verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,

(b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen (wie etwa Personen, welche keine sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 darstellen), entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

(c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat,

(d) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im Folgenden "Rückkaufbenachrichtigung" genannt) zusenden. Die Rückkaufbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufpreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufbenachrichtigung kann dem Aktionär als Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden "Rückkaufpreis" genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufbenachrichtigung gemäß Artikel 13 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufpreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufpreis den betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufpreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufbenachrichtigung Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufpreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

Art. 11. Ausgabe von Aktien. Die Zeichnung von Aktien ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Aktionäre einem oder mehreren bestimmten Zeichnungszeitpunkt(en) oder Zeichnungszeitra(ä)um(e) unterworfen (jede(r) eine "Zeichnungsperiode"). Sie werden durch den Komplementär festgelegt und im Verkaufsprospekt sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben. Es steht im Ermessen des Komplementärs, die Zeichnungsperiode für ein Compartment abzukürzen oder zu verlängern, sofern der Verkaufsprospekt diese Möglichkeit vorsieht.

Der Ausgabepreis der Aktien ist auf diese Weise zu entrichten, wie sie der Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben hat.

Der Komplementär ist berechtigt zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise das Erreichen von Mindestzeichnungsbeträgen innerhalb der Zeichnungsperiode(n), die Zahlung von Verzugszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Komplementär kann jedem Mitglied der Geschäftsleitung, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen, sowie die Aktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern.

Der Komplementär behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit, ohne vorherige Mitteilung, die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Komplementär kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe limitieren.

Art. 12. Rücknahme und Umtausch von Aktien. Jeder Aktionär hat das Recht, innerhalb von sechs Monaten ab Zugang einer entsprechenden Erklärung beim Komplementär die Rücknahme von Aktien und die Auszahlung des jeweiligen Nettovermögenswerts der betreffenden Aktien am Tag der Rücknahme zu verlangen. Die Gesellschaft hält Liquidität von mindestens EUR 500.000,- bis maximal EUR 5.000.000,- vor. Im Falle der Aktienrücknahme kann dieser Betrag zweckentsprechend erhöht werden. Liquide Mittel der Compartments werden nur in Bankguthaben, Geldmarktinstrumente, Wertpapiere (z.B. als Wertpapiere qualifizierende Anteile an Geldmarktfonds und an einer Börse oder einem organisierten Markt zugelassene Wertpapiere) und Anteile an Geldmarktfonds, die als OGAW qualifizieren ("Liquide Mittel") investiert. Der Gesamtbetrag darf höchstens 49 % des Nettoinventarwertes eines Compartments betragen.

Der Komplementär kann ausnahmsweise eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betreffenden Aktionär zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionär oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (wie z.B., dass es sich bei dem betreffenden Aktionär nicht um einen sachkundigen Anleger handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Komplementär beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile zurückzukaufen, um auf diese Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft an die Aktionäre auszahlen zu können. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionär und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft. Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettovermögenswert am Tag der Rücknahme. Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Die Rücknahme von Aktien ist ausgeschlossen, wenn infolge der Auszahlung das gesetzliche Mindestkapital unterschritten würde.

Zurückgenommene Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert.

Der Umtausch von Aktien eines Compartments in Aktien eines anderen Compartments auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht möglich.

Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß § 37 Abs. 2 des deutschen Investmentgesetzes ("InvG") in der Fassung von September 2009 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds erforderlich erscheinen lassen. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet. § 81 InvG in der Fassung von September 2009 gilt entsprechend.

Art. 13. Berechnung des Nettovermögenswertes. Soweit erforderlich und im Rahmen des Luxemburger Rechts zulässig wird der Nettoinventarwert je Aktie durch den Komplementär bzw. durch den gegebenenfalls bestellten AIFM an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit den nachstehenden Regelungen, dem Luxemburger Recht und den allgemein erkannten luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften berechnet.

In Übereinstimmung mit den Vorschriften von Teil II des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 kann der Komplementär bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM unter seiner Verantwortung und Kontrolle die Berechnung des Nettoinventarwertes durch einen geeigneten und spezialisierten Dritten durchführen lassen.

Der Nettovermögenswert der Aktien eines jeden Compartments wird zu einem im Verkaufsprospekt festgelegten Tag (der "Bewertungstag") berechnet, jedoch mindestens einmal jährlich.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird in Euro ausgedrückt und wird für jede Aktie der Gesellschaft dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen des Compartments, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten des Compartments, durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des Compartments geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Aktienaussgaben und -rückkäufen wird das Nettovermögen jeder einzelnen Aktie wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Aktie um den Betrag der Dividendenausschüttung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen um den erhaltenen oder ausgezahlten Betrag.

Die Aktiva beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Sofern durchführbar, wird jeder Kauf oder Verkauf von Vermögenswerten durch die Gesellschaft bis einschliesslich zu einem Bewertungstag noch für die an diesem Bewertungstag stattfindende Berechnung des Nettovermögenswertes berücksichtigt.

Der Nettovermögenswert ist am Gesellschaftssitz erhältlich.

Die Verbindlichkeiten umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen ein Compartment;
- angefallene und zu zahlende Kosten;
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden eines Compartments,
- vom Komplementär genehmigte und angenommene Rückstellungen der Compartments;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten eines Compartments.

Art. 14. Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung. Der Komplementär bzw. der gegebenenfalls bestellte AIFM ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;
- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 15. Komplementär. Die Gesellschaft wird von der AviaRent Capital Management S.à.r.l als Komplementär geführt.

Der Komplementär ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht. Der Komplementär besitzt die umfassende Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten, soweit das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich bestimmte Befugnisse der Generalversammlung vorbehalten.

Für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten, wird die Gesellschaft gemäß Artikel 27 dieser Satzung aufgelöst.

Der Komplementär ist für die Ausführung der Anlagepolitik der Gesellschaft umfassend verantwortlich.

Art. 16. Befugnisse des Komplementärs. Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Verkaufsprospekt näher beschriebenen Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Komplementär getroffen werden.

Der Komplementär kann unter seiner Überwachung und Verantwortung die tägliche Geschäftsführung sowie die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft auf eine oder mehrere, natürliche oder juristische Personen übertragen, insbesondere auf Anlageausschüsse und externe Investmentmanager; deren Handlungs- und/oder Vertretungsbefugnis, sowie deren Zusammensetzung und deren Befugnis ihrerseits Unterbevollmächtigte einzusetzen, wird durch den Komplementär festgesetzt und im Verkaufsprospekt erläutert.

Der Komplementär kann auch schriftliche oder notariell beurkundete Spezialvollmachten erteilen.

Der Komplementär kann Dienstleistungsverträge im Namen und für Rechnung der Gesellschaft abschließen.

Unbeschadet solcher Übertragungen, Bevollmächtigungen und Verträge bleibt der Komplementär für die Überwachung der übertragenen Aufgaben verantwortlich. Insbesondere hat der Komplementär ein Vetorecht im Hinblick auf alle vom gegebenenfalls bestellten AIFM getroffenen Anlageoder Verkaufsentscheidungen. Der Komplementär übt dieses Recht im Interesse des Fonds und seiner Compartments aus.

Als zusätzliches Kontroll- und Beratungsgremium wird ein Anlageausschuss eingesetzt werden. Die Mitglieder des jeweiligen Anlageausschusses werden vom Komplementär ernannt und abberufen.

Der Anlageausschuss ist nicht an der Verwaltung oder dem Betrieb der Compartments beteiligt, kann jedoch Empfehlungen zu Entscheidungen des Investmentkomitees abgeben. Der AIFM kann keine Anlage- oder Verkaufsentscheidungen

treffen noch einen Vertrag oder sonstige Verpflichtung eingehen, sofern der ggf. bestehende Anlageausschuss hierzu im Voraus keine zustimmende Empfehlung abgegeben hat. Klarstellend wird festgehalten, dass keine Anlageverwaltungsaufgaben im Sinne von Anhang II zum Gesetz von 2013 an den Anlageausschuss delegiert werden (im Sinne von Artikel 18 des Gesetzes von 2013); insbesondere werden dem Anlageausschuss keine Dispositionsbefugnisse im Hinblick auf die Durchführung von Anlagen übertragen.

Der jeweilige Anlageausschuss wird, je nach Erfordernis, im Wege von Besprechungen, Telefonkonferenzen oder schriftlichen Beratungen und Beschlüssen handeln. Darüber hinaus kann der Komplementär den Anlageausschuss hinzuziehen, um eine höchstmögliche Anlage- und Fachkompetenz gewährleisten zu können.

Der Anlageausschuss ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder entweder persönlich, durch ein Fernkonferenzsystem oder in Vertretung anwesend ist. Schriftliche Beschlüsse erfordern die Beteiligung aller Mitglieder des Anlageausschusses. Der Anlageausschuss fasst Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Jedes Mitglied des Managements des Komplementärs hat eine Stimme.

Ohne die Bestimmungen des Verkaufsprospekts und der Satzung in ihrer Gültigkeit einzuschränken, kann der Komplementär die Arbeitsverfahren des jeweiligen Anlageausschusses per Beschluss im Einzelnen festlegen.

Als zusätzliches Beratungsgremium und insbesondere um die Interessen der Investoren zu vertreten, wird ein Investmentbeirat eingesetzt, welcher beratend dem Anlageausschuss zur Verfügung steht und mindestens zweimal jährlich am Geschäftssitz des Komplementärs oder nach Absprache zusammentrifft.

Die Mitglieder des jeweiligen Investmentbeirats werden dem Kreis der Investoren und/oder mit Fachleuten vom Komplementär ernannt und abberufen.

Der Investmentbeirat ist nicht an der Verwaltung oder dem Betrieb der Compartments beteiligt, kann jedoch Empfehlungen zu Entscheidungen des Anlageausschusses abgeben. Klarstellend wird festgehalten, dass keine Anlageverwaltungsaufgaben im Sinne von Anhang II zum Gesetz von 2013 an den Investmentbeirat delegiert werden (im Sinne von Artikel 18 des Gesetzes von 2013); insbesondere werden dem Investmentbeirat keine Dispositionsbefugnisse im Hinblick auf die Durchführung von Anlagen übertragen.

Der Investmentbeirat wird, je nach Erfordernis, im Wege von Besprechungen, Telefonkonferenzen oder schriftlichen Beratungen und Beschlüssen handeln. Der Investmentbeirat ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder entweder persönlich, durch ein Fernkonferenzsystem oder in Vertretung anwesend ist. Schriftliche Beschlüsse erfordern die Beteiligung aller Mitglieder des Investmentbeirats. Der Investmentbeirat fasst Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Jedes Mitglied hat eine Stimme.

Ohne die Bestimmungen des Verkaufsprospekts und der Satzung in ihrer Gültigkeit einzuschränken, kann der Komplementär die Arbeitsverfahren des Investmentbeirats per Beschluss im Einzelnen festlegen.

Art. 17. AIFM. Die Gesellschaft ist berechtigt, eine Verwaltungsgesellschaft als externen Verwalter alternativer Investmentfonds (der "AIFM") zu benennen oder selbst verwaltet zu bleiben. Sofern ein AIFM bestellt wird, wird der AIFM, unter der Aufsicht des Komplementärs, die Compartments im Einklang mit dem Verkaufsprospekt, der Satzung und unter den Voraussetzungen und Rahmenbedingungen des Luxemburger Rechts, insbesondere des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013, und im exklusiven Interesse der Aktionäre verwalten. Der AIFM wäre dabei befugt, unter den nachfolgenden Voraussetzungen, alle Rechte, welche direkt oder indirekt mit den Vermögenswerten der Compartments verbunden sind, auszuüben. Einzelheiten zu der Ernennung eines externen Verwalters alternativer Investmentfonds oder zu einer selbst verwalteten Struktur der Gesellschaft sind im Verkaufsprospekt niedergelegt.

Der gegebenenfalls bestellte AIFM kann ein Investmentkomitee einrichten, das aus mindestens drei Mitgliedern bestehen wird. Das Investmentkomitee wird Anlage- oder Verkaufsentscheidungen vorbereiten, prüfen und vornehmen. Insbesondere kann das Investmentkomitee beschließen, einen oder mehrere Anlageberater und/oder Anlageausschüsse für jedes Compartment hinzuziehen, um eine höchstmögliche Anlage- und Fachkompetenz gewährleisten zu können; Einzelheiten zur Einrichtung eines Investmentkomitees und seiner Arbeitsweise finden sich im Verkaufsprospekt.

Der Komplementär hat ein Veto-Recht bezüglich aller Anlage- oder Verkaufsentscheidungen des Investmentkomitees. Der Komplementär wird dieses Veto-Recht im besten Interesse der Gesellschaft und ihrer Compartments ausüben. Der AIFM wird keine Anlage- oder Verkaufsentscheidungen treffen noch einen Vertrag oder sonstige Verpflichtung eingehen im Falle eines Vetos des Komplementärs.

Der AIFM keine Anlage- oder Verkaufsentscheidungen treffen noch einen Vertrag oder sonstige Verpflichtung eingehen, sofern der ggf. bestehende Anlageausschuss hierzu im Voraus keine zustimmende Empfehlung abgegeben hat.

Art. 18. Anlageziele, Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Komplementär bestimmt die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch die Gesellschaft zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, so wie diese im Verkaufsprospekt im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

Art. 19. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

Art. 20. Haftung und Freistellung. Die Gesellschaft stellt den Komplementär, seine Geschäftsführer, (leitenden) Angestellten, Gremienmitglieder und Beauftragten sowie externe Investmentmanager und Mitglieder von Anlageausschüssen

(zusammen die "Freistellungsberechtigten") voll umfänglich von jeder Haftung frei, die den Freistellungsberechtigten aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Die Freistellung hat auf erstes Anfordern zu erfolgen. Ein Anspruch auf Freistellung ist hinsichtlich des Komplementärs ausgeschlossen, wenn dieser vorsätzlich oder fahrlässig und hinsichtlich der übrigen Freistellungsberechtigten, wenn diese vorsätzlich oder grob fahrlässig gehandelt haben. Bei Meinungsverschiedenheiten darüber, ob ein Freistellungsberechtigter vorsätzlich oder (grob) fahrlässig gehandelt hat, hat der Freistellungsberechtigte Anspruch auf Freistellung bis zur rechtskräftigen Entscheidung über die Meinungsverschiedenheit; wird Vorsatz oder (grobe) Fahrlässigkeit festgestellt, hat der betreffende Freistellungsberechtigte die empfangenen Leistungen zurückzugewähren.

Die Gesellschafter der Gesellschaft haften für diese Freistellungsverpflichtung bis zur Höhe der von der Gesellschaft empfangenen Ausschüttungen.

Art. 21. Verwahrstelle. Die Gesellschaft wird die Verwahrung der Vermögenswerte in dem gesetzlich erforderlichen Umfang einem Kreditinstitut im Sinne des Gesetzes über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in der jeweils gültigen Fassung als Verwahrstelle anvertrauen (die "Verwahrstelle"), welche den Anforderungen des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 genügt. Die Verwahrstelle wird ihre Pflichten und Aufgaben im Sinne von Teil 2 des Gesetzes von 2007, dem Gesetz von 2013 sowie dem sonstigen anwendbaren Luxemburger Recht wahrnehmen.

Enden die Aufgaben der Verwahrstelle, wird der Komplementär alle Anstrengungen unternehmen, um spätestens innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Ende mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine Nachfolgerin der Verwahrstelle zu bestellen.

Art. 22. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, unter der Voraussetzung, dass der Komplementär diese Beschlüsse genehmigt, es sei denn vorliegende Satzung würde dieses Genehmigungserfordernis ausdrücklich nicht verlangen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Komplementärs zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird jeweils am ersten Donnerstag des Monats Juni um 11:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort abgehalten; ist dieser Tag ein Feiertag, findet die Generalversammlung am ersten Bankarbeitstag nach dem ersten Donnerstag im Monat Juni statt.

Die Einladung zu den Generalversammlungen enthält die Tagesordnung und wird per Einschreiben wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Aktionär und an dessen in dem Aktionärsregister eingetragenen Adresse versandt. Der Zugang der Einladung an die Aktionäre muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird von dem Komplementär vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Komplementär jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Komplementär kann sämtliche sonstige Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderliche Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, ist jede Aktie, unabhängig von der Aktienklasse, zu einer Stimme berechtigt.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz vom 10. August 1915 oder diese Satzung, werden die Beschlüsse im Rahmen der Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Soweit Beschlüsse der Generalversammlung die Modifizierung der vorliegenden Satzung zum Gegenstand haben, bedarf es (i) eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des Kapitals - falls dieses Quorum bei einer ersten Versammlung jedoch nicht erreicht wird, bedarf es bei der nachfolgenden Versammlung dieses Quorums nicht mehr - und in jedem Fall (ii) einer Zustimmungsmehrheit von mindestens Zwei-Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 01. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 24. Jahresbericht. Die Gesellschaft veröffentlicht regelmässig einen Jahresbericht über ihre Aktivitäten und über die Entwicklung ihrer Vermögenswerte. Dieser Bericht enthält die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, eine aus-

fürliche Beschreibung der Vermögenswerte sowie den Bericht des Wirtschaftsprüfers. Die Jahresberichte werden den Aktionären per E-Mail übersandt; auf ausdrücklichen Wunsch des Aktionärs können diese auch per Post versendet werden.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Verwendung des Bilanzgewinns wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Komplementärs festgelegt.

Der Komplementär kann Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschliessen. Der Beschluss über die Zwischenausschüttungen bedarf keiner Beschlussfassung der Generalversammlung.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt jeweils an die im Namensregister vermerkte Adresse und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt, wie dies der Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt.

Bei der Vornahme von Ausschüttungen ist zu beachten, dass das Kapital der Gesellschaft keinesfalls den Betrag von EUR 1.250.000,- unterschreiten darf.

Art. 27. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen der Satzung zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse, wie sie für Satzungsänderungen gemäß dem Gesetz von 1915 gelten, aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 7 aufgeführten Mindestkapitals fällt, wird die Frage der Auflösung der Gesellschaft durch den Komplementär der Generalversammlung vorgetragen. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der bei dieser Versammlung vertretenen Aktionäre.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Komplementär auch dann unterbreitet, wenn das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestkapitals gemäß Artikel 7 fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschliessen, und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktionäre halten.

Die Versammlung muss innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach Feststellung, dass das Mindestgesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals gefallen ist, einberufen werden.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Generalversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz an der Gesellschaft verteilt.

Art. 28. Laufzeit, Auflösung und Verschmelzung von Compartments. Compartments können auf unbestimmte Zeit oder für einen festgelegten Zeitraum aufgelegt werden. Dieses wird im Verkaufsprospekt, insbesondere unter den spezifischen Aspekten für das jeweilige Compartment festgelegt.

Sollte für ein Compartment eine Laufzeit (festgelegter Zeitraum) bestimmt sein, so wird dieses nach Beendigung der Laufzeit automatisch aufgelöst, es sein denn, dass die Generalversammlung der Aktionäre dieses Compartment zuvor, unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Nettovermögenswertes des betreffenden Compartments und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen, die Laufzeit dieses Compartments verlängert hat. Die Laufzeit eines Compartments kann jeweils zweimal um ein Jahr verlängert werden. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Generalversammlung des betreffenden Compartments nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Generalversammlung des betreffenden Compartments ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit dieses Compartments entschieden werden. Nach Beendigung der Laufzeitverlängerung wird das betreffende Compartment automatisch aufgelöst.

Der Komplementär kann beschliessen, ein oder mehrere Compartments zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Compartments aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionären der Nettovermögenswert der Aktien dieses oder dieser Compartments zurückerstattet wird. Der Komplementär kann ebenfalls beschliessen, einen oder mehrere Compartments mit einem anderen luxemburgischen spezialisierten Investmentfonds oder Organismus für gemeinsame Anlagen zu verschmelzen.

Der Komplementär ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für das jeweilige Compartment getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Compartments vertrieben werden, oder

- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Compartments derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Compartments nicht mehr gewährleistet werden kann, oder

- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von einem Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurde, verbleibt für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Verwahrstelle und wird anschliessend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt; nach 30 Jahren verfällt der Liquidationserlös. Jedes Compartment kann separat und ohne Beeinträchtigung eines anderen Compartments aufgelöst werden. Die Auflösung des letzten bzw. einzigen Compartments führt ipso iure zur Liquidation der Gesellschaft.

Der Beschluss des Komplementärs, die Verschmelzung eines oder mehrerer Compartments mit einem oder mehreren anderen Compartments der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen spezialisierten Investmentfonds oder Organismus für gemeinsame Anlagen vorzunehmen, wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. Im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" ist der Beschluss nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend.

Art. 29. Anwendbares Recht. In dieser Satzung nicht geregelte Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des Gesetzes vom 13. Februar 2007, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt."

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Entgelte und Ausgaben, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft in Folge der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf zirka tausend Euro geschätzt.

Da die Tagesordnung erschöpft ist und niemand das Wort ergreift, wird die Versammlung geschlossen.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument den erschienenen Personen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Personensstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen wurde, wurde es von den besagten erschienenen Personen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. WAGNER, L. NAGEL, P. AUDESIRK, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 21. Dezember 2015. Relation: EAC/2015/30698. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2016060180/572.

(160021567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

Before S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.660.

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un décembre,

Par-devant Nous, Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement au 13, route de Luxembourg, à L-4761 Petange, agissant en qualité de représentant dûment autorisé du conseil d'administration de la société «Before S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.660, ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée selon acte notarié établi par Me Francis KESSELER en date du 4 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3294, du 7 novembre 2014, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié établi par Me Francis KESSELER en date du 10 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1453, du 10 juin 2015,

en vertu d'une procuration qui lui a été donnée par une résolution prise par le conseil d'administration de la Société lors d'une réunion du 18 décembre 2015.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné, restera attachée au présent acte afin d'être déposée ensemble avec lui auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire d'acter les déclarations suivantes:

I. Le capital social de la Société est de huit cent quarante-quatre mille quatre cent vingt-cinq euros (EUR 844.425,-) représenté par huit cent quarante-quatre mille quatre cent vingt-cinq (844.425) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

II. Conformément à l'article 7 des statuts de la Société (les «Statuts»), le capital autorisé est fixé à deux cent cinquante millions d'euros (EUR 250.000.000,-) représenté par deux cent cinquante millions (250.000.000) d'actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et le même article autorise le conseil d'administration de décider de l'augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé.

III. A l'issue de sa réunion en date du 18 décembre 2015, le conseil d'administration a décidé de procéder à l'augmentation du capital social de la Société afin de le porter de son montant actuel de huit cent quarante-quatre mille quatre cent vingt-cinq euros (EUR 844.425,-) à un montant d'un million deux cent trente-sept mille neuf cent cinq euros (EUR 1.237.905,-) par l'émission de trois cent quatre-vingt-treize mille quatre cent quatre-vingts (393.480) nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Nouvelles Actions»).

IV. Les Nouvelles Actions ont été souscrites et entièrement libérées par un apport en nature lequel a fait l'objet d'un rapport d'évaluation rédigé en langue anglaise et émis le 18 décembre 2015 par la société Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé (le «Rapport») remis au notaire instrumentant et ci-annexé. Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the Contribution is not at least equal to the number and nominal value of the 393,480 ordinary shares of par value 1 EUR each.

This report is produced solely for the purposes of meeting the requirements of Articles 26-1, 26-2 and 32-1(5) of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies as amended and should not be used for any other purpose without our express written consent. It is intended solely for the Board of Directors and the shareholders of the Company and may not be translated, summarised, disclosed, published or transmitted electronically without our prior consent».

Pour les besoins du présent acte, les conclusions du Rapport sont traduites comme suit en langue française:

«Sur base de nos diligences telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur de l'apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 393.480 actions, ayant une valeur nominale de EUR 1, à émettre en contrepartie.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre des Articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales et ne peut être utilisé à d'autres fins sans notre accord préalable écrit. Il a été établi pour l'information du Conseil d'Administration et de l'actionnaire de votre Société et ne peut être traduit, résumé, communiqué ou faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion sous format électronique sans notre accord préalable.»

V. En conséquence de cette augmentation, l'article 6.1 des Statuts doit désormais avoir la teneur suivante:

(i) dans leur version en langue anglaise:

“ 6.1. The share capital is set at one million two hundred thirty-seven thousand nine hundred five Euro (EUR 1,237,905.-) represented by one million two hundred thirty-seven thousand nine hundred five (1,237,905) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, fully paid up”;

(ii) dans leur version en langue française:

« 6.1. Le capital social de la Société s'élève à un million deux cent trente-sept mille neuf cent cinq euros (EUR 1.237.905,-) représenté par un million deux cent trente-sept mille neuf cent cinq (1.237.905) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement libérées.»

Dont acte, fait à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Après que lecture ait été faite au comparant, celui-ci a signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31562. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2016060224/71.

(160021191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

Bye-Bye II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 196.359.

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un décembre,

Par-devant Nous, Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement au 13, route de Luxembourg, à L-4761 Petange, agissant en qualité de représentant dûment autorisé du conseil d'administration de la société «Bye Bye II S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196359, ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée selon acte notarié établi par Me Paul BETTINGEN en date du 8 avril 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1545, du 19 juin 2015,

en vertu d'une procuration qui lui a été donnée par une résolution prise par le conseil d'administration de la Société lors d'une réunion du 17 décembre 2015.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné, restera attachée au présent acte afin d'être déposée ensemble avec lui auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire d'acter les déclarations suivantes:

I. Le capital social de la Société est trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

II. Conformément à l'article 7 des statuts de la Société (les «Statuts»), le capital autorisé est fixé à deux cent cinquante millions d'euros (EUR 250.000.000,-) représenté par deux cent cinquante millions (250.000.000) d'actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et le même article autorise le conseil d'administration de décider de l'augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé.

III. A l'issue de sa réunion en date du 17 décembre 2015, le conseil d'administration a décidé de procéder à l'augmentation du capital social de la Société afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à un montant de trente-neuf millions trois quarante-huit mille trente-cinq euros (EUR 39.348.035,-) par l'émission de trente-neuf millions trois cent dix-sept mille trente-cinq (39.317.035) nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Nouvelles Actions»).

IV. Les Nouvelles Actions ont été souscrites et entièrement libérées par un apport en nature lequel a fait l'objet d'un rapport d'évaluation rédigé en langue anglaise et émis le 17 décembre 2015 par la société Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé (le «Rapport») remis au notaire instrumentant et ci-annexé. Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the Contribution is not at least equal to the number and nominal value of the 39,317,035 ordinary shares of par value 1 EUR each.

This report is produced solely for the purposes of meeting the requirements of Articles 26-1, 26-2 and 32-1(5) of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies as amended and should not be used for any other purpose without our express written consent. It is intended solely for the Board of Directors and the shareholders of the Company and may not be translated, summarised, disclosed, published or transmitted electronically without our prior consent»;

Pour les besoins du présent acte, les conclusions du Rapport sont traduites comme suit en langue française:

«Sur base de nos diligences telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur de l'apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 39.317.035 actions, ayant une valeur nominale de EUR 1, à émettre en contrepartie.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre des Articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales et ne peut être utilisé à d'autres fins sans notre accord préalable écrit. Il a été établi pour l'information du Conseil d'Administration et de l'actionnaire de votre Société et ne peut être traduit, résumé, communiqué ou faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion sous format électronique sans notre accord préalable.»

V. En conséquence de cette augmentation, l'article 6.1 des Statuts doit désormais avoir la teneur suivante:

(i) dans leur version en langue anglaise:

“ **6.1.** The share capital is set at thirty-nine million three hundred forty-eight thousand thirty-five euros (EUR 39,348,035.-) represented by thirty-nine million three hundred forty-eight thousand thirty-five (39,348,035) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, fully paid up”;

(ii) dans leur version en langue française:

« **6.1.** Le capital social de la Société s'élève à trente-neuf millions trois cent quarante-huit mille trente-cinq euros (EUR 39.348.035,-) représenté par trente-neuf millions trois cent quarante-huit mille trente-cinq (39.348.035) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement libérées.»

Dont acte, fait à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Après que lecture ait été faite au comparant, celui-ci a signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31561. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016060231/68.

(160021192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

Bye-Bye II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 196.359.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jacques KESSLER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

A COMPARU

BEFORE S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 3, boulevard Royal, à L-2449 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190660, constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 4 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3294 du 7 novembre 2014, dont les statuts n'ont jamais été modifiés (la «Partie Comparante»),

Dûment représentée par Madame Sofia DA CHAO CONDE, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg à L-4761 Pétange (Grand-duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La Partie Comparante, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné, d'acter qu'elle est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Bye-Bye II S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 3, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196359, constituée selon acte notarié établi par Me Paul BETTINGEN en date du 8 avril 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1545, du 19 juin 2015, et dont les statuts n'ont jamais été modifiés (la «Société»).

Ladite Partie Comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes sur la base du suivant ordre du jour:

1. Liquidation et dissolution volontaire de la Société;
2. Nomination du liquidateur;
3. Pouvoirs du liquidateur;
4. Divers.

Première résolution

L'Associé Unique décide de procéder à la dissolution volontaire et immédiate de la Société avec effet à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer LG Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7, rue Portland à L-4271 Esch-sur-Alzette, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B156639 en qualité de liquidateur de la Société. Le liquidateur de la société aura pour rôle de préparer un inventaire des actifs de la Société, de réaliser l'actif de la société, de payer tout créancier ayant une créance certaine envers la Société et de réserver des fonds suffisant au paiement des obligations et dettes fiscales de la Société.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide en outre que le liquidateur aura les pouvoirs suivants dans l'exercice de sa mission:

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le liquidateur n'a pas à faire l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dans une étendue et pour une durée qu'il fixera.

Le liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société aux actionnaires en numéraire ou en nature selon sa volonté.

Quatrième résolution

L'Associé Unique donne pouvoir individuel à (i) tout administrateur de la Société, ainsi que (ii) tout avocat ou employé de l'étude LUTHER S.A., société anonyme inscrite au barreau de Luxembourg, ayant son siège social à l'Aerogolf Center, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B195777, d'accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles à l'effet de la réalisation des résolutions précédentes.

Dont acte, fait et passé à Pétange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, ils ont signé ensemble avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31622. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016060232/59.

(160021192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

**Pégase Partner Corp SA, Société Anonyme Soparfi,
(anc. Beurepaire SA).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 188.197.

L'an deux mille quinze,

le quinze décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires l'«Assemblée» de la société «BEAUREPAIRE S.A., SPF., société de gestion de patrimoine familial» (la «Société»), une société anonyme de gestion de patrimoine familial (SA-SPF), établie et ayant son siège social au 11. Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 188 197, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 25 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 06 septembre 2014, volume 2403 et page 115306.

Les statuts de la Société ne furent jamais modifiés jusqu'au jour de la présente Assemblée.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Nadia WEYRICH, employée privée, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Carine AGOSTINI, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, la Présidente déclare et demande au notaire d'acter:

I. - Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du statut de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières («SOPARFI»).

2. Modification de la dénomination de la Société de «BEAUREPAIRE S.A., SPF, société de gestion de patrimoine familial» en «Pégase Partner Corp S.A.».

3. Modification subséquente des articles UN (1), TROIS (3) et TRENTE-DEUX (32) des statuts de la Société, lesquels se liront dorénavant comme suit:

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. «La société (la «Société») est établie sous la forme d'une société anonyme et est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois», et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut être composée d'un associé unique ou de plusieurs actionnaires.

La société adopte la dénomination «Pégase Partner Corp S.A.»

Art. 3. Objet. «La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe, à tout actionnaire ou à tous tiers afin de garantir les obligations d'une société de groupe, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel public à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

Art. 32. Loi applicable. «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

4. Nomination de Monsieur François GAUCHER, directeur de société, né à né à Boulogne Billancourt (France), le 22 juillet 1964, demeurant au 172, quai de Stalingrad, F-92130 Issy les Moulineaux, aux fonctions de nouvel administrateur en remplacement de Madame Carine AGOSTINI, administrateur démissionnaire et détermination de la durée de son mandat.

II. - Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

III. - Il résulte de cette liste de présence que sur la totalité des actions représentant l'entière du capital social émis toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale. L'assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour connu de tous les actionnaires présents ou représentés.

Après délibération, l'Assemblée a ensuite adopté les résolutions suivantes chaque fois par vote unanime.

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier le statut de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007 mais celui d'une société de participations financières («SO-PARFI»).

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier la dénomination de la Société de «BEAUREPAIRE S.A., SPF», société de gestion de patrimoine familial» en celle de «Pégase Partner Corp S.A.».

Troisième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'Assemblée décide de modifier les articles UN (1), TROIS (3) et TRENTE-DEUX (32) des statuts de la Société, lesquels se liront dorénavant comme suit:

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. «La société (la «Société») est établie sous la forme d'une société anonyme et est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut être composée d'un associé unique ou de plusieurs actionnaires.

La société adopte la dénomination «Pégase Partner Corp S.A.»

Art. 3. Objet. «La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe, à tout actionnaire ou à tous tiers afin de garantir les obligations d'une société de groupe, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel public à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

Art. 32. Loi applicable. «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de nommer la personne suivante aux fonctions de nouvel administrateur de la Société en remplacement de l'actuel administrateur, Madame Carine AGOSTINI, démissionnaire:

Monsieur François GAUCHER, directeur de société, né à Boulogne Billancourt (France), le 22 juillet 1964, demeurant au 172, quai de Stalingrad, F-92130 Issy les Moulineaux (France).

Le mandat du nouvel administrateur ainsi nommé se terminera avec celui des autres administrateurs actuellement en fonction et ce à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de la Société à tenir en juin 2019.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par le notaire instrumentaire, par leur nom, prénoms usuels, état et demeures, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B.D. KLAPP, N. WEYRICH, C. AGOSTINI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 décembre 2015. Relation: EAC/2015/30071. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016060238/128.

(160020817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

Bred Ymer Branding, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 160.282.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-second of January.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "BRED YMER BRANDING", a public limited company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 160.282, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed dated April 13th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1552 of July 13th, 2011.

The Meeting is presided by Mrs Catherine BEERENS, employee, with professional address in Howald.

The Chairman appoints as secretary Mrs Géraldine YERNAUX, employee, with professional address in Howald.

The Meeting elects as scrutineer Mrs Vanessa TIMMERMANS, employee, with professional address in Howald.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Transfer, with retroactive effect on January 1st, 2016, of the registered office of the Company from L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau to L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

2. Subsequent amendment of the statutes.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves to transfer, with retroactive effect on January 1st, 2016, the registered office of the Company from L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau to L-2370 Howald, 4, rue Petermelchen and to amend consequently article 2, first paragraph of the statutes, as follows:

“ **Art. 2. First paragraph.** The registered office is established in the Municipality of Hesperange (Grand-Duchy of Luxembourg).

No further item being on the agenda of the Meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at seven hundred fifty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Howald, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-deux janvier.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de "BRED YMER BRANDING", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 160.282, (la "Société"), constituée suivant acte reçu en date du 13 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1552 du 13 juillet 2011.

L'Assemblée est présidée par Madame Catherine BEERENS, employée, demeurant professionnellement à Howald.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Géraldine YERNAUX, employée, demeurant professionnellement à Howald.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Vanessa TIMMERMANS, employée, demeurant professionnellement à Howald.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016, du siège social de la Société de L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau à L-2370 Howald, 4, rue Petermelchen.

2. Modification afférente des statuts.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée décide, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016, de transférer le siège social de la Société de L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen et de modifier en conséquence l'article 2, alinéa 1 des statuts, afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Alinéa 1.** Le siège social est établi dans la commune de Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg).

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à sept cent cinquante euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Howald, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. BEERENS, G. YERNAUX, V. TIMMERMANS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 26 janvier 2016. 2LAC/2016/1706. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 2 février 2016.

Référence de publication: 2016060243/109.

(160021300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

AMP Capital Investors (Infrastructure No. 10) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 203.493.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-second day of January.

Before the undersigned Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains.

There appeared.

AMP capital Investors (Angel Trains UK. No. 3) S.à r.l., a company incorporated and organized under the laws of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202039,

here represented by Mrs. Khadigea Klingele, lawyer, with professional address in Mondorf les Bains,

by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on the 21st January 2016.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated.

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company ("Société à Responsabilité Limitée") under the name AMP Capital Investors (Infrastructure No. 10) S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against currency exchange and interest rate risks as well as other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twenty thousand British pounds (GBP 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form, each share with par value of one pound (GBP 1.-), all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any two managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two managers of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The balance of the net profit is at the disposal of the general meeting and may be distributed to the shareholder(s) in proportion to her/his/their shareholding in the Company.

15.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions.

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2016.

Subscription - Payment

Thereupon, AMP Capital Investors (Angel Trains UK No.3) S.à r.l., prenamed and represented as stated here-above, declare to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all twenty thousand (20,000) shares by contribution in cash, so that the amount of twenty thousand British pounds (GBP 20,000) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred (EUR 1,300.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions.

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period.

- Juhani Sillanpää, manager, born on 30th October 1974 in Pori (Finland), with professional address at Level 4, Berkeley Square House, Berkeley Square, London W1J6BX United Kingdom;
- Eric-Jan Van de Laar, manager, born on 27 March 1969 in Utrecht (the Netherlands), with professional at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Virginia Strelen, manager, born on 30 May 1977, Bergisch Gladbach (Germany), with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the Notary by name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille seize, le vingt-deuxième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains.

A COMPARU.

AMP Capital Investors (Angel Trains UK. No.3) S.à r.l., une société constituée et régie selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 202039,

ici représentée par Madame Khadigea Klingele, juriste, ayant son adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 21 janvier 2016, à elle délivrée.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit.

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination AMP Capital Investors (Infrastructure No. 10) S. à r.l. («la Société»), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations,

à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. En tout état de cause, la Société ne devra pas effectuer une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à vingt mille livres (GBP 20.000), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'une livre chacune (GBP 1.-), toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des parts sociales sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Dans la mesure où plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement un/des associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plusieurs gérants, par deux gérants de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants ou, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes.

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

AMP Capital Investors (Angel Trains UK No.3) S. à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'intégralité du capital social de la Société et avoir entièrement libéré les vingt mille (20.000) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de vingt mille livres (GBP 20.000) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

La partie comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents euros (EUR 1.300.-).

Décision de l'associée unique

Et aussitôt, l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes.

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérant de la Société pour une durée indéterminée.

- Juhani Sillanpää, gérant, né le 30 Octobre 1974 à Pori (Finlande), avec adresse professionnelle au 4^{ème} étage, Berkeley Square House, Berkeley Square, London W1J6BX, Royaume Uni;

- Eric-Jan Van de Laar, gérant, né le 27 March 1969 à Utrecht (les Pays Bas), avec adresse professionnelle au 15 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg;

- Virginia Strelen, gérant, née le 07 Mai 1978 à Bergisch Gladbach (Allemagne) avec adresse professionnelle au 15 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg;

2. Le siège social de la Société est établi au 15 Rue Edward Steichen Luxembourg L-2540.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Mondorf-les-Bains, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, qualité et demeure, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. Klingele, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 28 janvier 2016. GAC/2016/757. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 2 février 2016.

Référence de publication: 2016060199/401.

(160021330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

Horizont Immobilien S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 112.142.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale de associé unique de la Société qui s'est tenue le 25 Janvier 2016 que les décisions suivantes ont été prises:

Il a été décidé de nommer:

- Lux Business Management S.à r.l., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représenté par M. Wilhelmus Casparus Petrus Jongman, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, en tant que administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015, qui se tiendra en 2016.

- CO-VENTURES S.A. ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et immatriculé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B48838, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015, qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016063062/23.

(160024322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Duosales S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 166.860.

L'an deux mil seize, le vingt-et-un janvier.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société anonyme ALDULUX (SPF) S.A,

Établie et ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, Rue de Mühlenbach,

inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.649.

constituée suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch en date du 7 novembre 2012, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 7 décembre 2012, numéro 2.975, page 142.771.

ici représentée par Monsieur Olivier DUMONT, né le 16 août 1958 à Bron (France), demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, Rue de Mühlenbach.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée

«Duosales S.à r.l.»

établie et ayant son siège social à L-8826 Perlé, 1, rue de Holtz,

inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.860,

constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire alors de résidence à Redange/Attert en date du 9 février 2012, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 23 mars 2012, numéro 773, page 37.092.

L'associée unique représentant l'intégralité du capital a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social de la société à sa nouvelle adresse sise à L-1449 Luxembourg, 20 rue de l'Eau.

Deuxième résolution

L'associée unique décide en conséquence de la résolution précédente de modifier la première phrase de l'article 3 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 3. (Première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.»

Déclaration en matière de blanchiment

L'associée unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la société en conséquence du présent acte est estimé à environ mille cent euros (1.100.- €). A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: O. DUMONT, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 26 janvier 2016. Relation: 2LAC/2016/1669. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 2 février 2016.

Référence de publication: 2016060321/54.

(160020866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2016.

Immoshine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 52, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.634.

—
RECTIFICATIF

La soussignée Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte d'assemblée générale extraordinaire reçu par son ministère, en date du 18 septembre 2015, enregistré à Diekirch Actes Civils, le 21 septembre 2015, relation: DAC/2015/15451, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 28 septembre 2015, référence L150174713, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3104 du 13 novembre 2015, pour compte de la société anonyme "IMMOSHINE S.A.", établie et ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 52, avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 101634,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y A LIEU DE LIRE le deuxième alinéa de l'article 5 des statuts refondus comme suit: "Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi."

AU LIEU DE: "Les actions sont au porteur, sauf lorsque la loi en décide autrement."

La notaire soussignée requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 8 février 2016. Relation: DAC/2016/1959. Reçu douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

Redange-sur-Attert, le 5 février 2016.

Me Danielle KOLBACH

Notaire

Référence de publication: 2016063788/26.

(160025255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.
